

AFRIQUE

Guinée

La France s'est engagée à parrainer le redressement économique du pays

Conakry. — La France vient de franchir un pas important dans son engagement aux côtés de la Guinée pour l'aider à se relever des ruines du régime de Sekou Touré. Paris a, en quelque sorte, décidé de parrainer l'œuvre de reconstruction des militaires guinéens au pouvoir depuis le 3 avril. C'est ce qui ressort, en tout cas, de la visite effectuée dans la capitale guinéenne, du 19 au 21 octobre, par M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération, qui a évoqué un nouveau « contrat de confiance » franco-guinéen.

Peut-on déjà parler d'un pari français sur la Guinée ? Comparée à celles accordées à d'autres Etats francophones de la région, l'enveloppe de l'aide française à la Guinée demeure modeste — une centaine de millions de francs en 1984, — du même ordre de grandeur que celle des Etats-Unis, par ailleurs premier partenaire commercial de Conakry. Mais, après six mois de réflexion et d'analyse, plutôt que d'hésitations, Paris a assuré les nouveaux dirigeants guinéens de son concours dans la négociation, à la fois urgente et épineuse, d'indispensables réformes financières.

Les caisses de l'Etat guinéen sont vides, sa dette extérieure est évaluée à quelque 800 millions de dollars (pays de l'Est non compris) et sa monnaie, le sily, s'échange sur le marché parallèle, au dixième de son taux officiel. Au moment où les militaires guinéens, encore peu sûrs d'eux-mêmes, abondent avec réticence une négociation très délicate avec le Fonds monétaire international, dont une délégation est arrivée dimanche à Conakry, la garantie française pèse donc d'autant plus lourd qu'elle a pour effet — et, sans doute, pour ambition — de pousser Conakry à « faire le plongeon ».

En d'autres termes, si l'on en croit de bonnes sources guinéennes, le message français est le suivant : « N'hésitez plus à vous entendre avec le FMI, même si une forte dévaluation du sily vous fait peur. Car vous avez besoin du FMI pour obtenir une assistance internationale et le rééchelonnement de votre dette extérieure. Nous serons à vos côtés. Nous prenons nos responsabilités et, à plus long terme, nous vous aidons, si vous le souhaitez, à rentrer dans la zone franc. »

Afin de ne pas provoquer de leçons de boucliers à Paris, où l'on vit

De notre envoyé spécial

à l'heure de la rigueur financière, et de ménager les susceptibilités des partenaires africains de la zone franc, ce langage n'a pas été tenu publiquement, mais il est clair que Paris s'engage dès maintenant à appuyer, le moment venu, l'entrée de la Guinée dans la zone franc et a passé avec Conakry, dans un premier temps, ce que M. Nucci a qualifié de « véritable contrat de confiance ».

Une confiance sans réserve

Ce choix, produit de nombreuses consultations entre les services concernés à Paris, revêt d'autant plus d'importance que les autorités guinéennes ont une confiance apparemment sans réserve dans la France. Première personnalité officielle à se rendre en Guinée depuis le coup d'Etat militaire, M. Guy Penne, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines et malgaches, avait déjà pu, en mai, s'en rendre compte. A cet égard, la réception réservée à M. Nucci a été encore plus éloquente.

Pendant trois jours, dans une atmosphère bon enfant, un peu brouillonne et sans protocole, une douzaine de ministres se sont mis totalement à la disposition de la quarantaine de personnes — experts, industriels et journalistes — qui accompagnaient le ministre français. Ce dernier a été reçu, à deux reprises, samedi et dimanche, par le chef de l'Etat guinéen, le colonel Lansana Conté. A la seule exception d'une rencontre avec les dignitaires de l'ancien régime emprisonnés à Kindia, dont le président Conté n'a pas voulu, les journalistes français ont pu faire ce que bon leur semblait.

A ce jour, Paris a déjà contribué à assurer la rentrée scolaire fixée fin octobre. Des séminaires ont été animés, tout l'été, à Conakry et en province, par des pédagogues français chargés de réformer, plutôt que de recycler, des enseignants guinéens à l'abandon. Il n'y avait plus de manuels, de papier, de cahiers et de crayons. Un énorme effort a été rapidement entrepris dans ce domaine. En outre, des manuels destinés spécialement aux écoles guinéennes ont été conçus et sont déjà à l'impression. Les Français organi-

sent également, en ce moment, des stages de formation de gestionnaires d'écoles (provisaires et comptables).

Parallèlement, la France participe à la remise en état de l'infrastructure de Conakry, une capitale délabrée. Dans un premier temps, des crédits de 50 millions de francs ont été dégagés pour les transports urbains, une opération qui comporte des ateliers d'entretien et la mise en service de vingt-cinq autobus. Enfin, Paris s'engage, selon la formule de M. Nucci, « aux côtés de la Guinée, sur tous les aspects de l'action économique », ce qui implique, notamment, une assistance dans le domaine agricole, puisque le président Conté a fait de l'auto-suffisance alimentaire l'objectif de 1985.

Les experts internationaux calculent que la relance de l'économie guinéenne — réforme monétaire comprise — est une opération de l'ordre de 1 à 2 milliards de francs. En 1984, l'aide américaine, qui était de 7 millions de dollars l'année précédente, est passée à 9 millions de dollars (plus de 80 millions de francs), celle de l'Allemagne fédérale s'est située aux alentours de 60 millions de francs (non compris 300 millions de francs de crédits), celle du Canada à 60 millions de francs et celle de la CEE à un peu plus de 80 millions de francs. De son côté, l'Union soviétique, qui a d'importants intérêts en Guinée (bauxite et pêche) et maintient, sur place, selon des sources diplomatiques, trois mille agents, vient de faire un nouvel effort d'investissement dans le domaine agricole.

Si l'on ajoute à cet effort la contribution d'organisations internationales — représentant près de la moitié de la coopération technique et 40 % des concours financiers — ainsi que celle de bailleurs de fonds arabes, la Guinée ne manque pas de partenaires pour tenter de relancer son économie et assainir ses finances. Mais l'engagement moral de la France peut jouer un rôle moteur dans cette tentative car, même si le dialogue avait repris entre Paris et Conakry du temps de Sekou Touré, il prend aujourd'hui une tout autre portée puisque les Français ont choisi, en dépit des rigueurs budgétaires, de dire aux Guinéens qu'ils peuvent compter sur la France pour reconstruire leurs pays. Le pari n'est pas sans risque. Mais il est tout aussi vrai qu'il en vaut la peine.

JEAN-CLAUDE POMONTI.